

RÉSISTANCE



De la résistance à la Révolution



Juin 2010. Edité par le Comité NPA d'Anglet

N°7

SOMMAIRE

p. 1 : organiser la riposte !
p. 2 : sauver les grecs...
ou les banquiers ?
p. 3: pas touche à nos retraites !
p. 4 : la santé n'est pas à vendre
p. 5 : répression en Pays Basque
p. 6 : stratégie du choc/
barbarie sioniste



Organiser la riposte !

"Si le gouvernement nous y contraint, on continuera ensemble dans l'intersyndicale à envisager d'autres initiatives si celle-là ne suffit pas". Cette déclaration de Bernard Thibault au soir du 27 mai, est assez révélatrice du manque de volonté des directions syndicales d'organiser une riposte d'ensemble du monde du travail contre la casse des retraites programmée de longue date par le Gouvernement. Car comment peut-on penser sérieusement que les récentes manifestations vont faire bouger d'un iota Sarkozy, Fillon et Woerth? De "dialogues" en "concertations", de "négociations" en "sommets sociaux", de "table rondes" en "entretiens" le Gouvernement et le patronat, sans même se cacher, fourbissent leurs armes pour allonger l'âge de départ à la retraite, augmenter le nombre de trimestres nécessaires à la validation d'une retraite à taux plein, voire carrément baisser les pensions des retraités actuels. Que doivent faire de plus les exploités et leurs représentants pour "contraindre" les directions syndicales à agir ? Car ces dernières, complaisamment, de journée d'action en journée d'action (la prochaine est prévue le 24 de ce mois), se prêtent au jeu. En agissant ainsi et en refusant sciemment de donner une perspective d'ensemble aux luttes elles renforcent le fatalisme et la résignation chez le plus grand nombre mais aussi découragent les plus combattifs. Pourtant la majorité des

classes populaires est parfaitement consciente de ce qui se prépare. Elle sait bien que l'attaque contre les retraites n'est qu'une partie de l'offensive globale du Pouvoir pour faire payer la crise aux plus modestes en supprimant notamment des primes versées jusqu'à présent aux chômeurs et aux précaires, en ne remplaçant plus qu'un départ à la retraite sur deux dans la Fonction publique, en projetant de remettre en cause les allocations Logement et Adultes handicapés, en diminuant le nombre de médicaments remboursés, en augmentant le forfait hospitalier, en rayant au moindre prétexte les chômeurs des listes des demandeurs d'emplois et en leur sucrant au passage leurs indemnités etc. Et ce qui se passe aujourd'hui en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie et en Angleterre nous donne un avant goût de ce qui nous attend si nous ne trouvons pas en nous-mêmes l'énergie et la volonté suffisantes pour nous organiser et aller vers une grève générale, premier pas pour faire payer aux riches la crise dont ils sont les seuls responsables. Comme l'écrivait en 1851 le vieux révolutionnaire Auguste Blanqui : *"pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de la liberté, par des phrases sonores d'avocat, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours. Que le peuple choisisse !"*.

<http://comite-anglet-npa.blogspot.com>
contact: capnpa@orange.fr /06 11 52 01 75

SAUVER LES GRECS... OU LES BANQUIERS ?



placement, spéculateurs de tout poil) qui ont prêté de l'argent à ce pays et qui ont peur aujourd'hui de tout perdre en cas de cessation de paiement. Les travailleurs grecs n'ont pas à faire les frais d'une crise pour laquelle ils ne sont en rien responsables. Mais s'ils ne veulent pas être les dinons de la farce ils doivent agir, et vite. D'abord en expropriant et en nationalisant sans indemnités ni rachat les institutions financières grecques qui détiennent le tiers de la dette de leur propre pays.

Ensuite en refusant purement et simplement d'honorer le reste de cette dette, comme le firent les Bolcheviks après la Révolution d'Octobre 1917 en ne reconnaissant pas la validité des "emprunts russes" émis par le régime tsariste. Mais pour ce faire ils ont besoin du soutien des travailleurs du reste du monde, et en particulier ceux de France et d'Allemagne puisque ce sont les banques de ces deux pays (chez nous essentiellement la Société Générale, la B.N.P.- Paribas, le Crédit Agricole et la compagnie d'assurance AXA) qui sont les principales bénéficiaires de la dette souveraine grecque. Face à la crise les travailleurs n'ont pas de patrie. ✱

Les "socialistes" à la manoeuvre

Dans cette crise ceux qui s'appellent encore "socialistes" (sans doute par anti-phrase) s'illustrent de façon particulièrement glorieuse. En Grèce, au Portugal et en Espagne les attaques frontales contre la classe ouvrière sont menées par des premiers ministres "socialistes" (Papandréou, Socrates, Zapatero) avec le soutien matériel et moral de cet antre des brigands impérialistes qu'est le Fonds Monétaire International dont le directeur général n'est autre qu'un de leurs "camarades", Dominique Strauss-Kahn. Ce dernier les a d'ailleurs félicités pour leur "courage" à mener une telle politique, seule susceptible de rassurer "les marchés" (c'est à dire les spéculateurs). Quant au Parti socialiste français il a, à la Chambre des députés, voté sans état d'âme "le plan de sauvetage" qui va permettre, entre autres, à l'Etat français de prêter près de 17 milliards d'euros à la Grèce à un taux de 5 %, somme qu'il empruntera lui-même sur les marchés financiers au taux de 3 %. Aider à étrangler un peu plus le peuple grec ne semble donc pas poser de problèmes de conscience à nos "socialistes". Raison de plus pour se méfier s'ils reviennent au pouvoir ! ✱

Ainsi, pendant des décennies, les Grecs ont vécu sur un grand pied. Chaque famille ouvrière avait son yacht privé, les chômeurs faisaient du ski l'hiver à Gstaad, les dockers allaient, en jets privés, jouer une partie de leurs mirobolants salaires au casino de Monte-Carlo et, dans les restaurants universitaires, les étudiants mangeaient du caviar à la louche. Alors, bien sûr, cela ne pouvait plus durer et le pays s'est finalement endetté. Et aujourd'hui il va falloir qu'il souffre pour rembourser. Voici, en caricaturant bien sûr, l'explication que l'on nous sert pour justifier le tour de vis sans précédent imposé à la classe ouvrière et à la population modeste de Grèce "qui vivaient au dessus de leurs moyens". En oubliant de rappeler que les Grecs sont un des peuples les plus pauvres de l'Union Européenne ; que 20 % des 11 millions de Grecs vivent en dessous du seuil de pauvreté, que 40 % d'entre eux n'ont jamais été en vacances et qu'avant même la crise économique 30 % avaient des difficultés à payer leurs factures. Alors les travailleuses et les travailleurs grecs n'ont pas à payer pour une dette qui n'est pas la leur. Si l'Etat grec s'est endetté c'est parce que pendant des années il a exonéré les plus riches d'impôts et de charges sociales, qu'il a passé des commandes militaires colossales à la France et à l'Allemagne, qu'il a soutenu financièrement les banques, qu'il a toléré l'évasion fiscale des nantis et fermé les yeux sur la corruption qui leur profitait en premier lieu. De plus il verse chaque année 300 millions d'euros à l'Eglise orthodoxe pour payer ses prêtres et ne l'impose que très modestement alors même qu'elle est le plus gros propriétaire foncier du pays. Alors qu'on ne s'y trompe pas. Le "sauvetage" de la Grèce organisé par Nicolas Sarkozy, Angela Merkel, la Commission européenne et le Fonds Monétaire Internationale (F.M.I.) n'est pas le sauvetage du peuple grec mais celui des institutions financières (banques, compagnies d'assurances, fonds de





PAS TOUCHE A NOS RETRAITES !

Le 16 mai, organisations syndicales et partis politiques ont reçu le document d'orientation du gouvernement.

Rien que de très prévisible : il faudra travailler plus longtemps (soit que l'âge de départ soit retardé, soit que le nombre d'annuités augmente, soit les deux à la fois) ; quant à la contribution sur les hauts revenus et les revenus du capital, il est clair qu'elle restera au niveau du symbole.

Utilisant la publicité, le gouvernement a dépensé 7 millions d'euros pour tenter de convaincre la population, tant la réforme qui s'annonce est impopulaire comme le montrent tous les sondages. Le Conseil d'Orientation des Retraites (COR : composé de représentants de l'État, du patronat, des syndicats, de parlementaires) lui est venu en aide en publiant des scénarios catastrophistes à

l'échéance 2050... meilleur que Madame Soleil, oubliant cependant un paramètre de taille, la capacité du monde du travail à résister aux attaques !

Mais ce dernier ne devra compter que sur ses propres forces, les directions syndicales ne préparant pas la riposte nécessaire et ayant engagé la deuxième phase de concertation. Commençons par dire qu'il n'y a rien à discuter, rien à négocier avec le gouvernement Sarkozy-Fillon dont le seul objectif est de satisfaire le patronat. Le Parti socialiste a publié son projet ; rien de bon pour les couches populaires puisqu'il inclut la hausse des cotisations sociales ainsi que le départ en retraite à la carte (surcote pour les années après 60 ans) et envisage l'allongement de la durée de cotisation à partir de 2025 (jusque là, la réforme Fillon – non remise en question par le PS – a déjà prévu



des annuités supplémentaires).

De façon générale, les partis de gauche institutionnels, comme les confédérations syndicales, entérinent la nécessité d'une réforme, proposent, chacun(e) à sa façon de « nouvelles » sources de financement. Taxer les revenus financiers est une fausse bonne idée. Ce serait soumettre le niveau de nos pensions aux fluctuations de la Bourse et oublier que les retraites, comme la Sécurité sociale, ne sont rien d'autre qu'une partie du salaire, appelée d'ailleurs salaire socialisé ou différé (y compris la part dite patronale). La bataille à mener porte donc sur l'emploi et les salaires, dont la part dans le PIB a diminué de 10 % depuis 1983.

Il n'y a pas à parler de réforme, mais exiger :

- 300 euros nets d'augmentation pour tous (c'est 30 milliards d'euros dans les caisses retraite) ;

- la fin de la précarité et du chômage (1 million de chô-

meurs en moins, c'est 5 milliards dans ces mêmes caisses) ;

- l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous, mais aussi la fin des exonérations de cotisation patronales à la Sécurité Sociale (30 milliards en 2009... à comparer aux 11 milliards de déficit annoncé pour la caisse vieillesse en 2010). Qui parle de déficit abyssal, de situation catastrophique, de réforme indispensable...?!

Rien n'est joué, c'est une question de rapports de forces entre patronat-gouvernement d'un côté, monde du travail de l'autre. Seules les luttes permettront de l'infléchir en notre faveur, pour empêcher la loi Sarkozy-Fillon de passer, et aussi d'obtenir l'abrogation de toutes les mesures scélérates depuis 1993, en particulier revenir aux 37,5 annuités pour tous. L'heure est à la construction d'un mouvement d'ensemble, engageons-y toutes nos forces! ★





Hôpital de Bayonne

Vers la privatisation de la santé

Un des volets de la loi «Hôpital Patient Santé Territoire» recommande que soient mis en place des groupements de coopération sanitaire public-privé.

A l'hôpital de Bayonne c'est chose faite, un Groupement de Coopération Sanitaire a été créé en cardiologie dans les locaux de l'hôpital. Toute la cardiologie du Pays Basque est regroupée sur un seul et même site, le Centre hospitalier de la Côte Basque.

Les consultations du privé sont déjà mises en place et les autres services de cardiologie - angiologie, rythmologie, soins intensifs - attendent la fin des travaux pour occuper les locaux de l'hôpital. 90 lits seront gérés pour 1/4 par l'hôpital, pour 1/4 par la clinique Paulmy, pour 1/4 par la clinique Lafourcade et pour 1/4 par la clinique Aguilera. Chaque employeur assurera la gestion de son propre personnel et les soins de ses patients.

On se doute de la complexité d'une telle



organisation : dans un même lieu les soignants auront un statut différent. Quelle organisation du travail sera retenue ?

Est-ce celle du travail en 8 h, obtenue à l'hôpital par les syndicats pour une plus grande sécurité des patients ? Ou le travail en 12 h pratiqué dans les cliniques, qui permet de faire des économies en personnel mais nuit à la qualité des soins ?

des pertes financières pour les infirmier(e)s, aide soignant(e)s, ASH, secrétaires...

Nous devons nous battre, tous et toutes ensemble, salarié(e)s du public et du privé, pour que la santé ne soit pas traitée comme une marchandise, un moyen de s'enrichir. Pour que l'accès aux meilleurs soins soit garantie pour tous. ✱

Quel salaire pour l'ensemble du personnel ?

Ces questions sont encore sans réponse, mais il est à craindre que l'arrivée du privé dans l'hôpital entraîne un alignement du public sur le privé c'est à dire une dégradation des conditions de travail, des statuts, et

Les patrons, petits ou grands, n'aiment pas les syndicalistes !



André Garetta, président de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) Pays Basque et vice-président national

de cette organisation patronale, est monté au créneau. Il ne veut pas entendre parler de l'entrée des syndicats dans les entreprises de moins de 11 salariés, comme le

prévoit le projet de loi qui devrait être adopté en septembre. Il veut faire signer une pétition aux chefs d'entreprise pour contrer ce qu'il appelle «une contrainte bureaucratique» et tout faire pour empêcher le projet. Dialogue social... vous avez dit dialogue social ? Quant à la direction de Castorama Anglet, elle n'a pas pris de gants. Elle a directement licencié l'un de ses employés sous le prétexte d'une plainte d'une cliente, en fait car il est syndiqué à la CGT. Mais le tribunal des

prud'hommes a donné raison à ce travailleur et condamné Castorama à lui verser 25 500 euros pour licenciement abusif ainsi qu'à rembourser six mois d'indemnités de chômage au Pôle Emploi. Et ce n'est pas tout : l'entreprise doit également payer 1 500 euros au salarié pour le nettoyage de sa tenue de travail que n'assume pas Castorama alors qu'elle en a l'obligation... et cela concerne les milliers de salariés employés par cette enseigne ; un bon dossier pour les élus CGT ! ✱



Répression permanente contre les nationalistes basques

SEGI



L'arrestation à Bayonne de trois militants présumés de l'ETA - Mikel Karrera, Arkaitz Agiregabiria et Maité Aranalde - ainsi qu'à Urrugne de Benoit Aramendi, permanent du syndicat LAB et de sa compagne, Laetitia Chevalier, soupçonnés de les avoir aidés, a largement été reprise par les médias nationaux.

Mais ce dont la grande presse hexagonale parle moins, ou même pas du tout, ce sont les rafles, arrestations et pressions qui se sont multipliées ces derniers mois chez les jeunes abertzale. Dernier exemple en date : la convocation à la gendarmerie d'Aurore Martin pour prélèvement d'ADN et qui, une

fois sur place, se voit notifier un mandat d'arrêt européen lancé par l'Espagne pour appartenance... à Batasuna, organisation interdite en Espagne mais parfaitement légale ici. A l'heure où la gauche abertzale se prononce publiquement et sans ambiguïté pour une résolution politique démocratique et pacifique du conflit au Pays Basque, les états espagnols et français pratiquent l'escalade répressive. Au Pays Basque français, la répression frappe régulièrement la jeunesse abertzale. Elle a généralement comme toile de fond les actions symboliques menées contre des agences et biens immobiliers pour attirer l'attention sur la question du

logement, particulièrement aigüe au Pays Basque (puisque l'on compterait près de 36 000 appartements inoccupés et/ou résidences secondaires vacantes alors que 6 000 demandes ne sont pas satisfaites). Depuis un an, il y a eu plus de 50 arrestations dont une dizaine d'incarcérations et une extradition ; sans parler des gardes à vue prolongées, des prises d'ADN avec fichage à la clé, des intimidations. Les personnes interpellées sont souvent impliquées dans les gaztetxe (maisons de jeunes), les comités de fêtes, ou militent à l'organisation de jeunesse nationaliste radicale Segi. Le cas de Xan Beyrie, Eneko Etxegarai, Gilen Goiti et Ibai



Aguirrebarrena est édifiant : ils ont finalement été libérés le mois dernier après 11 mois de prison, sans plus d'éléments à charge à la sortie de prison qu'à l'entrée ; et encore, libération conditionnelle, avec interdiction de communiquer entre eux, de quitter le territoire français sans autorisation...

Environ 800 personnes ont manifesté à la mi-mai à Saint-Jean-Luz pour dénoncer la répression et exiger la remise en liberté immédiate de deux jeunes incarcérés en mars, Mattin Olzomendi et Peio Irigoyen. ✪

E.H.L.G. bat le Préfet des Pyrénées-Atlantiques par 2 à 0

Comme l'avait déjà fait le Tribunal correctionnel de Bayonne le 6 mars 2009, la Cour d'Appel de Pau a, le 6 mai dernier, relaxé de toutes charges Euskal Herriko Laborantza Ganbara (E.H.L.G.), une association dont le nom signifie en français "Chambre d'Agriculture du Pays Basque". Cette association a vu le jour en janvier 2005 à l'initiative du Syndicat des Paysans Basques (ELB), organisation affiliée à la Confédération Paysanne et qui, depuis des années, est majoritaire chez les paysans basques à chaque élection consulaire. Elle lutte en faveur d'une agriculture durable et responsable. Lassé de demander sans résultat à l'État la constitution d'une Chambre d'agriculture en Pays Basque, ELB était alors passé à l'action en créant cette dernière sous forme associative. L'initiative



n'avait plu ni à la très droitière FDSEA, qui contrôle la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Atlantiques à Pau, ni aux autorités préfectorales. Ces dernières avaient donc multiplié les mesures administratives, pressions et poursuites non seulement à l'égard des syndicalistes paysans (accusés entre autres des délits "d'exercice d'activités dans des conditions créant la confusion avec une fonction publique" et "d'usage illicite de l'appellation Chambre d'agriculture") mais aussi de nombre de collectivités (notamment des petites com-

munes rurales) qui leur avaient apportés leur soutien moral et financier. La Ligue des Droits de l'Homme avait d'ailleurs publié à ce sujet un "Livre noir" qui retraçait les pressions permanentes et le harcèlement subis par E.H.L.G. depuis sa création, ouvrage présenté à Bayonne par son président d'honneur, Michel Tubiana. Finalement le Préfet des Pyrénées-Atlantiques (téléguidé dans cette affaire par les ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture) a renoncé à se pourvoir en cassation. ✪

DURCISSEMENT DE LA LOI CONTRE LES PRISONNIERS BASQUES

Selon l'hebdomadaire "Enbata" la session plénière du Congrès espagnol a approuvé la réforme du Code pénal qui prévoit d'imposer une "liberté surveillée" de vingt ans supplémentaires aux prisonniers politiques basques qui auront purgé leur peine et un durcissement des condamnations pour délits de "terrorisme". Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) est à l'initiative d'une telle réforme que ses parlementaires ont voté sans état d'âme. En France, à la belle époque du parti socialiste SFIO, le Président du conseil, Guy Mollet, envoyait les jeunes "casser" de l'Algérien en Afrique du Nord. En Espagne, faute d'Algériens, Zapatero et ses amis se font la main sur les Basques. Preuve que la vieille social-démocratie ne perd jamais ses mauvaises habitudes. ✪





Film

LA STRATÉGIE DU CHOC

Documentaire de Michael Winterbottom et Mat Whitecross

(d'après le livre du même nom de Naomi Klein, Édition Actes Sud, 2008)

Électrisant, car tout commence par un électrochoc... En effet, dans les années cinquante, D.E. Cameron étudie l'impact de l'électrochoc sur ses patients, d'où hébètement, lavage de cerveau et soumission. Ces expériences seront reprises par Milton Friedman, économiste ultra libéral (Nobel d'Économie en 1976) et créateur de l'École de Chicago, qui, grâce à l'appui de la C.I.A. et de régimes à la solde de l'impérialisme états-unien, applique le concept de « choc » à des peuples entiers. Choc non plus électrique mais face à des armes ainsi qu'à toutes sortes de moyens de coercition, sans parler des crises économiques. Lui-même ne déclarait-il pas : " seule une crise, réelle ou supposée, peut produire des changements".

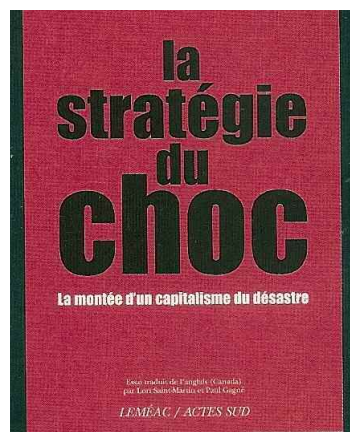
Le film montre clairement et successivement les différents impacts désastreux de cette idéologie. Qu'y a-t-il de commun entre le coup d'État de Pinochet au Chili en 1973, le massacre de la place Tiananmen à Pékin en 1989, l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les attentats du 11 septembre à New York en 2001, la guerre en Irak, le tsunami qui dévasta les côtes du Sri Lanka en 2004, le cyclone Katrina

qui détruisit une partie de la Nouvelle Orléans, l'année suivante ? "Tous ces moments de notre histoire récente, répond Naomi Klein, ont partie liée avec l'avènement d'un capitalisme du désastre". Elle dénonce, ici, documents à l'appui, l'existence, depuis plus d'un demi-siècle, de stratégies concertées pour assurer la prise de contrôle de la planète par les multiples tenants de l'ultra libéralisme économique. Cette stratégie consiste à utiliser la stupeur, l'hébètement ou la panique provoqués par des désastres majeurs (qu'ils soient politiques, sociaux, économiques, militaires ou liés à des phénomènes naturels) pour imposer à marche forcée des mesures dirigées contre la population la plus pauvre (législation répressive, déplacement de population, destruction d'habitations, coupes dans les budgets sociaux, expropriations etc.), mesures qu'il aurait été difficile d'appliquer en situation "normale".

Encore faudrait-il ajouter à cette liste la récente crise financière en Grèce qui prétend mettre à genoux tout un peuple pour rembourser aux spéculateurs internationaux une dette souveraine qui n'est pas la sienne. Et, ici, même la crainte que suscite la

crise économique et financière a été largement utilisée par nos gouvernants pour remettre en cause les acquis sociaux.

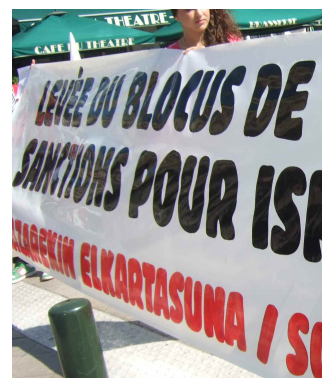
Et ce n'est pas fini ! Avez-vous déjà pensé au choc que vous recevrez



après le mondial de foot et les vacances d'été, alors que plusieurs lois importantes vont être votées contre la population laborieuse ? ☆

LA BARBARIE SIONISTE EN ACTION

L'attaque de la marine israélienne dans les eaux internationales contre six bateaux civils qui se dirigeaient vers Gaza avec, à leur bord, des vivres, des médicaments et 700 personnes de diverses nationalités (journalistes, députés européens, militant(e)s politiques et humanitaires, médecins etc.), a fait au moins 9 morts et plusieurs dizaines de blessés. C'est le dernier en date des actes de barbarie perpétré par l'État d'Israël contre les Palestiniens et celles et ceux qui les soutiennent. Le Gouvernement israélien savait parfaitement que les passagers n'étaient pas armés, qu'ils ne transportaient ni bombes, ni explosifs et que le seul but de l'opération était d'affirmer leur solidarité avec le million et demi de Palestiniens qui, à Gaza, vivent dans le plus grand ghetto du monde, soumis chaque jour aux tracasseries, aux humiliations, voire aux tirs à balles réelles des militaires israéliens. Le Premier ministre israélien a, avec son cynisme habituel, parlé de



"légitime défense". Mais il aurait tort de se gêner car il sait fort bien que le monde occidental, États-Unis en tête, continuera de soutenir Israël malgré ses crimes, ses violations répétées des conventions de Genève, et son oppression du peuple arabe de Palestine qui dure maintenant depuis des décennies. Mais la haine que les crimes sionistes suscitent chez les peuples des cinq continents - bien au delà du seul monde arabo-musulman - risque un jour ou l'autre de se retourner contre la population juive d'Israël qui, dans sa majorité, approuve ses dirigeants et n'a toujours pas pris conscience que ces derniers la menaient droit dans le mur. ☆

